

Belgique-France/Unique survivant des commandos jihadistes de novembre 2015 à Paris

Abdeslam défie la justice à son premier procès à Bruxelles

AFP
Bruxelles/Belgique

Après quelques mots de défi, l'ex-"ennemi public numéro un" s'est muré dans le silence. Il risque 20 ans de prison.

"JE n'ai pas peur de vous, je place ma confiance en Allah". Salah Abdeslam, le seul membre encore vivant des commandos jihadistes de novembre 2015 à Paris, a refusé de répondre et défié la justice hier à l'ouverture de son procès à Bruxelles dans un autre dossier. Dans l'après-midi, une peine de vingt ans de prison a été requise contre lui pour cette fusillade avec la police à Bruxelles à la fin de sa cavale, en mars 2016. "Je ne souhaite pas répondre, à aucune question", a très vite clarifié le prévenu, entouré de deux policiers encagoulés, lorsqu'a commencé son interrogatoire sur les faits. Mais "mon silence ne fait de moi ni un coupable ni un criminel, c'est ma défense", a ajouté le Français d'origine marocaine, barbe

fournie et cheveux gominés rabattus en arrière, soulignant qu'à ses yeux "les musulmans sont jugés et traités de la pire des manières, impitoyablement". "Je n'ai pas peur de vous, je n'ai pas peur de vos alliés, de vos associés, je place ma confiance en Allah et c'est tout", a-t-il lancé à la présidente du tribunal Marie-France Keutgen, après s'être dit "fatigué". La procureure fédérale Kathleen Grosjean a requis, dès hier après-midi, une même peine de 20 ans de prison contre lui et contre Sofiane Ayari, lui aussi accusé d'avoir tiré sur des policiers le 15 mars 2016 dans la commune bruxelloise de Forest. Il s'agit de la peine maximale prévue en correctionnelle pour les faits jugés, selon la représentante du parquet. Des sources judiciaires avaient précédemment estimé qu'elle pouvait atteindre 40 ans. **AUCUNE IMAGE**• Extrait en fin de nuit de la prison de Fleury-Mérogis en région parisienne, l'ex-"ennemi public numéro un" s'est présenté devant le tribunal correctionnel vêtu



Photo : AFP

"Je n'ai pas peur de vous !" Le défi de Salah Abdeslam (assis) à la justice au premier jour de son procès hier à Bruxelles.

d'une veste claire et d'un pantalon noir. Comme Sofiane Ayari, il est entré dans la salle d'audience encadré par deux policiers armés. Son avocat Sven Mary a fait savoir que son client ne souhaitait qu'aucune image de lui ne soit prise par les médias. Le procès de Bruxelles, censé durer quatre jours, n'est qu'un préambule à celui qui aura lieu en France pour les attentats qui y ont fait 130 morts. Il était néanmoins très attendu. Le jeune homme, qui a grandi dans le quartier bruxellois de Molenbeek où il a d'abord été connu comme étant un petit dé-

linquant avant de se radicaliser, apparaît au cœur d'une cellule jihadiste impliquée dans au moins trois dossiers terroristes majeurs. Les attentats de novembre 2015 à Paris, ceux du 22 mars 2016 à Bruxelles (32 morts) et l'attaque avortée dans le train Thalys Amsterdam-Paris en août 2015 relèvent "peut-être d'une unique opération" de l'organisation jihadiste Etat islamique (EI), estime le parquet fédéral belge. Les faits jugés à Bruxelles remontent donc au 15 mars 2016. Des enquêteurs français et belges avaient été surpris par des tirs pendant une perquisi-

tion de routine dans une des planques bruxelloises de la cellule, située rue du Dries à Forest. **"SCENE DE GUERRE"**• Trois policiers avaient été blessés et un jihadiste algérien de 35 ans, Mohamed Belkaïd, tué en leur faisant face avec une kalachnikov pour couvrir la fuite de Salah Abdeslam et de Sofiane Ayari. "C'est une véritable scène de guerre à laquelle les policiers ont été confrontés (...) C'est un miracle qu'il n'y ait pas eu de morts" parmi eux, a dit hier la procureure Mme Grosjean. Cet épisode avait précipité la fin de la cavale de celui qui était alors l'homme le plus recherché d'Europe et dont l'empreinte ADN avait été découverte dans la planque. Il avait été interpellé avec son complice Sofiane Ayari trois jours plus tard, le 18 mars, à Molenbeek. Leur arrestation avait été considérée par les enquêteurs comme l'élément déclencheur des attentats du 22 mars 2016, quand trois kamikazes se sont fait exploser à l'aéroport et dans le métro de la capitale belge.

A travers le monde

• **Allemagne/Politique. Optimisme pour un accord de gouvernement** Conservateurs et sociaux-démocrates allemands espéraient conclure hier, ou au plus tard ce matin, leurs négociations marathon sur une coalition gouvernementale après plus de quatre mois d'une impasse post-électorale qui paralyse le pays et sa chancellerie.

• **Costa Rica/Présidentielle. Un pasteur évangélique en tête du 1er tour**



Photo : AFP

Le pasteur évangélique Fabricio Alvarado est arrivé en tête dimanche du premier tour de l'élection présidentielle au Costa Rica, selon des résultats partiels, et poursuivra sa croisade anti-mariage gay lors du second tour le 1er avril.

• **Proche-Orient/Conflit. Un Israélien mortellement poignardé par un Palestinien**

Un Israélien a été mortellement poignardé par un Palestinien hier près d'une colonie de Cisjordanie occupée, dans ce que la police israélienne a qualifié d'acte "terroriste".

• **Syrie/Conflit. 23 civils tués près de Damas**

Au moins 23 civils, dont quatre enfants, ont été tués hier en Syrie dans des raids aériens du régime visant plusieurs localités de la Ghouta orientale, région rebelle à l'est de Damas, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

• **Vatican-Turquie/Diplomatie. Quand le pape reçoit Erdogan**



Photo : AFP

Le pape François a reçu longuement hier au Vatican le président turc Recep Tayyip Erdogan avant de lui offrir un médaillon avec "un ange étrange le démon de la guerre", au moment même où le régime d'Ankara bombarde des Kurdes en Syrie.

France/Politique

Macron en Corse face à une pression nationaliste accrue

AFP
Paris/France

Une manifestation sur l'île a réuni samedi entre 6 000 et 25 000 personnes. Une démonstration de force, aux yeux des organisateurs.

LE président français Emmanuel Macron entame ce mardi l'un des déplacements les plus sensibles depuis son élection en se rendant en Corse, face à une pression nationaliste accrue après une manifestation de milliers de sympathisants. "L'attente est forte", a prévenu dimanche sur la radio France Inter Gilles Simeoni, président du conseil exécutif corse, après "la réussite éclatante", selon lui, de la manifestation de samedi à Ajaccio. Entre 6 000 personnes, selon les autorités, et 25 000, selon les organisateurs, ont défilé dans la "capitale" de l'île méditerranéenne française. Le journal Le Monde, qui a fait son propre décompte, a évalué la foule à environ 8 000 personnes, sur une population de 330 000 habitants en Corse. Peu importe, les nationalistes estiment avoir atteint

leur but, qui était de "convaincre" Emmanuel Macron d'"ouvrir un dialogue" après les "fins de non-recevoir sur la quasi-totalité des dossiers" que les nationalistes ont soumis les 22 et 23 janvier à Paris au Premier ministre Edouard Philippe. Les dirigeants corses ne demandent pas l'indépendance de l'île mais la reconnaissance de sa spécificité, par son inscription dans la Constitution française. Ils réclament aussi, comme en Nouvelle-Calédonie ou en Martinique un statut fiscal et social spécial, la co-officialité de la langue corse et le rapprochement des prisonniers corses. Les indépendantistes sont minoritaires en Corse et l'île n'est pas la Catalogne. Ainsi, M. Simeoni est un nationaliste modéré, tandis que son allié Jean-Guy Talamoni, président de l'Assemblée corse, même s'il est indépendantiste, a mis entre parenthèses ses revendications les plus fortes. S'ils obtiennent un "véritable statut d'autonomie", les Corses "s'en satisferont", a assuré M. Simeoni. **REVISER LA CONSTITUTION**• La Corse a été pendant des décennies le théâtre de violences avec



Photo : AFP

C'est un déplacement particulièrement sensible qu'effectue en Corse ce mardi le président Emmanuel Macron.

plus de 4 500 attentats - provoquant très majoritairement des dégâts matériels - en grande partie revendiqués par le Front de libération nationale de la Corse (FLNC). Cette organisation indépendantiste radicale a déposé les armes en 2014, mais certains nationalistes ne se privent pas d'avertir Paris que si, malgré l'abandon de la lutte armée, ils n'étaient pas écoutés, les violences pourraient reprendre. "La disparition de la violence doit être irréversible", a assuré hier M. Simeoni. Mais "il y a aujourd'hui une situation potentiellement explosive" et "c'est aussi la responsabilité des gouver-

nants français d'ouvrir le dialogue que nous demandons", a-t-il mis en garde. Le tout récent retour sur le devant de la scène politique corse de Charles Pieri, ancien homme fort du FLNC, a pu également susciter des craintes. Emmanuel Macron doit "adresser un signal très fort d'ouverture et de dialogue", loin de "l'indifférence" dont il a fait preuve jusqu'à présent, a également prévenu Jean-Guy Talamoni. Officiellement, la visite présidentielle vise à commémorer l'assassinat du préfet de Corse Claude Eri-gnac, tué le 6 février 1998 par un indépendantiste. Cet acte terroriste avait été vivement condamné par

les Corses, qui avaient été entre 30 000 et 40 000, selon les sources, à descendre dans la rue quelques jours plus tard. Mais le point fort sera l'allocation de M. Macron mercredi. Que dira-t-il ? Lors d'un discours prononcé sur l'île, en tant que candidat, le 7 avril 2017, il avait martelé que "la place de la Corse est dans la République". Il avait cependant semblé ouvrir la porte à une décentralisation accrue, une petite révolution dans une France jacobine. "S'il apparaît que le cadre actuel ne permet pas à la Corse de développer ses potentialités, alors nous pourrions envisager d'aller plus loin et de réviser la Constitution", avait-il ajouté. Sous pression, M. Macron l'est d'autant plus après le triomphe des nationalistes aux élections locales de décembre dernier, qui leur a permis de prendre le contrôle des autorités régionales de l'île. Son propre camp pousse de plus M. Macron à la flexibilité. Le président de l'Assemblée nationale française François de Rugy, membre du parti de M. Macron, a ainsi estimé qu'il fallait "reconnaître la spécificité de la Corse".